

*Le budget—Mme Maheu*

les subventions dont bénéficient ces services à l'échelle nationale. Il s'agit d'un énorme engagement financier.

Nous avons aussi continué notre programme visant à distribuer 2,3 milliards de dollars sur sept ans en crédits et en déductions d'impôt. Certains prétendent que les déductions d'impôt ne font qu'aider les riches. Ce sont, à mon avis, des gens à courte vue. Dans une société où le nombre des places de garderie est limitée, il importe d'offrir des incitations pour réduire la demande en attendant de pouvoir accroître le nombre de places.

Il y a également le programme de 100 millions de dollars dans le cadre duquel quelque 77 projets ont été approuvés. Ce programme est conçu pour susciter des innovations dans le domaine de la garde d'enfants.

Il est toujours facile de lancer dans la conversation une phrase comme: «Eh bien, pourquoi ne fait-on pas davantage dans le domaine des garderies?» C'est une question qui prend de plus en plus d'importance au Canada, et notre gouvernement l'a reconnu. Mais pas un pays au monde n'a réussi à atteindre les objectifs qu'il s'était fixé en la matière. La Suède, qui serait à l'avant-garde dans ce domaine, ne satisfait qu'au tiers de la demande de places de garderie après deux ans d'attente. Tous les pays industrialisés essaient tant bien que mal de trouver une solution. Nous devons nous pencher sur cette question, non seulement pour apporter une aide financière, nous le faisons déjà dans une très large mesure, mais aussi pour élaborer de nouvelles façons d'aborder le problème. Le domaine des garderies institutionnalisées est encore relativement nouveau et nous avons encore beaucoup à apprendre à ce sujet. Les 77 projets que nous venons d'approuver dans le cadre du fonds d'aide à l'innovation et les autres qui suivront nous permettront de fixer des priorités dans ce domaine.

Je voudrais rappeler, pour prévenir une observation que pourrait faire le député sur la pauvreté, que, depuis notre prise du pouvoir en 1984, 1,5 million d'emplois ont été créés au Canada et ce, grâce à des politiques que le parti du député avait dénoncées à la Chambre en prétendant qu'elles entraîneraient une perte nette de 200 000 emplois au Canada. Un demi-million de Canadiens de moins qu'en 1984 vivent maintenant sous le seuil de la pauvreté.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je dois dire à la ministre que son temps est écoulé. La période des questions et des commentaires est terminée. Je lui saurais gré de faire vite.

**Mme Campbell (Vancouver—Centre):** Monsieur le Président, le débat se poursuivra, non seulement à l'occasion du budget à l'étude, mais partout et toujours, car c'est une question de principe qui touche la société canadienne

et dans son ensemble, et je suis très heureuse d'avoir eu l'occasion d'y participer.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Les questions et les commentaires sont maintenant terminés. Le député de Saint-Laurent a la parole pour poursuivre le débat.

[Français]

**Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent):** Monsieur le Président, c'est avec honneur que je prends part aujourd'hui au débat sur le Budget. J'aimerais signaler à la Chambre et à vous qu'il s'agit bien plus qu'un débat sur des choix budgétaires. En fait, il s'agit d'un débat sur la nature même de notre pays. Nous sommes donc en présence de deux visions. La première est celle que mon parti et moi défendons et qui est celle d'un Canada qui a à coeur la justice sociale et l'équité et qui est sensible à la cause des moins nantis. La deuxième est celle prônée par le gouvernement et qui s'inspire directement de la philosophie de Darwin: *The Survival of the Fittest*, ceci se traduisant par un laisser-faire total de la part du gouvernement et un sentiment d'indifférence face aux plus démunis de notre société.

Monsieur le Président, c'est avec fierté que je représente les citoyens de ma circonscription de Saint-Laurent. Cette circonscription englobe la ville de Saint-Laurent, deuxième ville industrielle du Québec, et deux quartiers résidentiels du Nord de Montréal: Cartierville et Saraguay. Malheureusement, monsieur le Président, ce Budget sera une catastrophe pour la population de ma circonscription, que ce soit tant pour les 42 000 travailleurs que pour les 5 000 qui cherchent désespérément un emploi. Je devrai aussi annoncer à plus de 12 000 personnes âgées de ma circonscription que le premier ministre a renié ses promesses électorales à leurs dépens, et ce pour favoriser ses amis de Bay Street.

De plus, comble de malheur, plus de 50 p. 100 des familles de ma circonscription ont un revenu inférieur à 33 000\$, et elles devraient subir des hausses draconiennes d'impôt, et ce, sans parler des augmentations de la taxe sur l'essence et des coupures dans les garderies, une autre promesse électorale sacro-sainte faite par le premier ministre! En fait, celle-ci ne fait que s'ajouter à la longue liste des engagements non respectés du premier ministre.

[Traduction]

Que deviendront les 13 000 propriétaires de maison dont les paiements hypothécaires vont augmenter parce que le ministre des Finances craint la menace inflationniste? Les locataires vont se voir imposer des hausses de loyer à cause des coûts subis par les propriétaires. Personne n'échappe aux ravages de ce budget sauf, évidemment, les amis du premier ministre (M. Mulroney), ceux de la